

la révolution, le gouvernement soviétique crée des difficultés plus grandes pour l'entrée ou la sortie de son territoire que ce n'en est le cas aujourd'hui pour l'Indonésie, où la révolution se développe encore avec toute sa violence...

Pour améliorer la situation économique du peuple indonésien, il ne suffit pas d'instaurer un soi-disant « brain trust ». Cette amélioration ne pourra être effectuée qu'avec la collaboration et au profit propre de tout le peuple. Les ouvriers, les paysans et les commerçants indonésiens eux-mêmes doivent participer à l'élaboration de plans pour la production, la consommation et l'échange de marchandises. Il ne suffit pas qu'une douzaine de personnes, portant des titres ronflants, soient d'avis que les ouvriers et les paysans ont besoin de ceci ou de cela, sans demander l'avis des intéressés eux-mêmes. Les ouvriers et les paysans indonésiens ne commenceront à travailler vraiment activement que quand ils comprendront l'utilité du plan économique pour eux-mêmes. Si un « brain trust » élabore un plan de production et de distribution, exclusivement du point de vue des conceptions de quelques personnes, un tel plan ne vivra pas longtemps en Indonésie. Et ce, surtout si ce plan prévoit la « collaboration » avec les Hollandais et d'autres capitalistes étrangers. Pareil projet, en dernière analyse, ne profiterait qu'aux capitalistes étrangers, et ce « brain trust » ne servirait que de promoteur du capitalisme étranger.

L'épidémie du capitalisme néerlandais pendant 350 années, et du militaro-capitalisme japonais pendant 3 années et demi sont la cause de la maladie économique dont souffre le peuple indonésien et qui reste encore profondément implantée. Cette maladie économique ne peut être guérie au moyen de cachets et de pilules : seule une *intervention chirurgicale* l'éliminera. La position économique du peuple indonésien ne pourra être rétablie que si au moins 60 % de la production, de la distribution, des salaires, de l'exportation et de l'importation seront propriété strictement contrôlée par une République complètement indépendante. (voir le « *Plan économique* » de Tan Malakka). Les plans élaborés par des douzaines de « brain trusts », dans l'esprit d'une collaboration avec le grand capital étranger, aboutiront tous à l'exploitation et à l'oppression des ouvriers et des paysans indonésiens. Je me sens obligé d'attirer particulièrement l'attention des ouvriers sur ce fait ! Mais cela ne signifie nullement que les prolétaires, les ouvriers, les paysans, et la partie des commerçants et intellectuels qui ne possèdent rien, doivent rester inactifs dans la révolution. Les prolétaires doivent remettre l'exécution d'un véritable plan économique de grande envergure à la période qui suivra la victoire de la révolution actuellement en cours. Mais au cours même de la révolution, les prolétaires doivent exécuter un plan économique qui n'est rien d'autre qu'un plan d'économie de guerre.

Dans la guerre économique contre les Hollandais, l'attitude et les mesures à prendre doivent être effectivement dirigées contre les Pays-Bas, c'est-à-dire qu'il faut prendre des mesures telles dans le domaine économique (production, distribution, etc.) que la position économique des Pays-Bas soit affaiblie et que le peuple insurgé en puisse profiter !

Le peuple révolutionnaire ne doit jamais collaborer à l'expansion de la production et du commerce des Hollandais ! La solution la plus efficace consisterait en un refus massif des ouvriers de travailler dans les régions occupées par les Hollandais, que ce soit dans les entreprises, les mines, les usines ou les comptoirs. Il serait encore mieux que tout le peuple refuse en même temps de travailler pour les Hollandais et d'acheter des marchandises aux Hollandais. Mais le manque de persévérance, les conditions générales de vie, et mille et une raisons aboutiront à ce que le peuple révolutionnaire se laisse tout de même embaucher par les Hollandais. On peut alors accepter d'être embauché, avec l'intention de faire du sabotage dans les entreprises néerlandaises ou de construire une organisation clandestine. Mais personne ne peut nier que le « boycott » de l'embauchage et du commerce des Hollandais représente l'arme la plus efficace contre les Hollandais rapaces. Il faut en même temps combiner cette mesure avec d'autres qui permettent d'augmenter et d'améliorer la production et la distribution pour le peuple lui-même. Il faut penser en premier lieu que les paysans ne produiront pas plus qu'ils ne consomment eux-mêmes, si le surplus de leur production ne peut être échangé pour des textiles, du sel, de l'huile, etc... S'ils ne peuvent plus acheter ces marchandises, ils ne produiront plus que ce dont leurs familles ont besoin, et ainsi la production agricole baissera. Si d'autre part les paysans ne peuvent acheter que des marchandises étrangères (textiles, etc...), seuls des fabricants et des commerçants étrangers profiteront de cette situation. Pour empêcher que les profits ne coulent dans les poches de l'ennemi et que celui-ci n'utilise ces profits pour couvrir ses dépenses militaires ; pour amener d'autre part les paysans à accroître la production, le peuple doit construire lui-même des entreprises qui peuvent produire les marchandises de grande nécessité.

Nous savons que nous ne construirons des usines munies de machines modernes qu'après la réalisation de notre indépendance. Mais nous savons également que depuis des centaines d'années, notre peuple sait tisser et fabriquer des haches, produire de l'huile et du sel et il a appris dernièrement également à fabriquer du « ketja » (grains de soja), du « tahou » (gâteaux faits de la farine de soja), du « tempe » (gâteaux faits de graines de soja levées) etc... Nous disposons également de machines pour produire des textiles, du papier, de la quinine, de l'alcool, de la glace, etc, bien que